

Par qui Mounir Mahjoubi peut-il être remplacé au gouvernement ?

Après le départ de Mounir Mahjoubi, que va devenir le secrétariat d'État au numérique ? Les remplaçants potentiels sont nombreux.

Temps de lecture : minute

28 mars 2019

La question agite l'écosystème. Depuis l'annonce surprise de la démission de Mounir Mahjoubi de son poste de secrétaire d'État au Numérique afin de se consacrer à sa campagne pour les municipales 2020, les paris sont ouverts pour savoir s'il aura un·e remplaçant·e. La Tech gardera-t-elle un·e représentant·e au gouvernement ou sera-t-elle intégrée à un autre portefeuille plus large ? Pourrait-elle même obtenir un ministère à part entière ? Et qui pourrait remplacer Mounir Mahjoubi, en tant que porte-parole des entreprises numériques françaises ? La liste des potentiel·le·s prétendant·e·s est longue.

Les politiques

Emmanuel Macron et Édouard Philippe pourraient vouloir quelqu'un du sérail pour un poste de plus en plus stratégique. En plein bras de fer avec les Gafa, savoir être diplomate et mener des négociations au plus haut niveau est forcément un plus. Aurore Bergé présente à ce titre un parcours qui peut intéresser l'exécutif : tombée dans la politique dès son plus jeune âge - elle a adhéré à l'UMP à 16 ans - sa longue expérience pourrait lui permettre d'obtenir un poste au sein du gouvernement. De quoi récompenser son ralliement relativement récent (2017) à LREM. Habitée des réseaux sociaux et figure médiatique, elle incarne en outre

la génération numérique.

Ce remaniement pourrait aussi voir le retour d'Axelle Tessandier, très active pendant la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron mais qui s'est mis en retrait de la vie politique juste après l'élection après avoir refusé... le secrétariat d'État au Numérique. Si elle assurait avoir tourné la page, elle a tout de même pris le temps d'écrire un livre sur son expérience - fugace - de la politique. De quoi lui donner envie de reprendre du service ?

Autre prétendant sérieux : Pierre Person, le député LREM de la 6ème circonscription de Paris. Soutien de la première heure d'Emmanuel Macron après avoir quelques temps arpenté les arcanes du Parti socialiste, son expertise des sujets technologiques plaide en sa faveur. Il a d'ailleurs déposé fin janvier son rapport sur les cryptoactifs qui doit constituer la base d'une future réglementation en la matière.

Les entrepreneurs

On connaît l'attachement d'Emmanuel Macron pour la société civile. Plusieurs membres du gouvernement en sont déjà issus : Jean-Michel Blanquer, Agnès Buzyn ou Nicole Belloubet ont décroché des portefeuilles sans justifier d'une quelconque expérience politique. Souvent annoncé, jamais confirmé, Frédéric Mazzella pourrait-il (enfin) se laisser tenter ? Le très charismatique président-fondateur de BlaBlaCar est régulièrement sollicité par les politiques pour les conseiller sur des sujets mobilité. Et, après avoir connu un trou d'air, BlaBlaCar a non seulement retrouvé la santé mais semble avoir trouvé son rythme de croisière porté par la rentabilité. L'heure pour l'entrepreneur de voguer vers d'autres horizons ?

L'exécutif pourrait également penser à Céline Lazorthes, qui a récemment pris la tête du jury du prix Next 40, lancé par le gouvernement et qui doit récompenser chaque année 40 startups et scaleups à impact. Ou encore

à Rachel Delacour, qui a co-présidé le lobby France Digitale durant un an avant de passer le flambeau à... Frédéric Mazzella.

Les représentants de l'écosystème startup

L'exemple de Muriel Pénicaud, directrice générale d'Ubifrance puis de Business France avant de rafler le ministère du Travail, pourrait encourager l'exécutif à choisir un membre de l'écosystème, fin connaisseur des problématiques des entrepreneurs. Benoît Thieulin pourrait ainsi être un bon candidat : ancien président du Conseil national du numérique - comme un certain Mounir Mahjoubi, son statut de membre au sein du Conseil économique, social et environnemental (depuis 2016) lui permettent de cumuler expertise et expérience politique.

Autre personnalité à cumuler expérience en politique et expérience du terrain numérique : Nicolas Brien, discret directeur général de France Digitale depuis 2017. S'il a fait ses classes auprès de membres du Parti socialiste, notamment Najat Vallaud-Belkacem dont il a intégré le cabinet à 23 ans, il mène à la baguette le think-tank représentatif de l'écosystème startup français, l'amenant progressivement sur la scène européenne afin de peser davantage dans l'élaboration des réglementations liées au numérique.

Autre membre de l'écosystème passé par la galaxie France Digitale - décidément, Olivier Mathiot présente lui aussi des qualités qui seraient bien utiles à l'exécutif. Cofondateur de PriceMinister ayant notamment mené le mouvement des Pigeons en 2012, il a migré vers le Sud l'an dernier en prenant la tête de The Camp, campus dédié à la Tech basé à Aix-en-Provence. Habitué des négociations politiques, il est également vice-président de la French Tech Aix-Marseille.

Enfin, Roxanne Varza pourrait elle aussi avoir les faveurs de l'exécutif.

Née à Palo Alto, en plein coeur de la Silicon Valley, fine connaisseuse des Gafa, elle dirige l'incubateur parisien emblématique Station F. Elle conjugue ainsi expertise entrepreneuriale et liens avec les États-Unis, des qualités qui pourraient se révéler précieuses dans les négociations à venir.

Article écrit par Geraldine Russell